

Voilà la disposition d'esprit dans laquelle se trouvent un bon nombre de gens à l'heure actuelle. De nos jours, le monde est à l'envers et chacun décide par lui-même s'il est prêt ou non à assumer une part du fardeau, à aider au redressement de la situation, ou à l'instar d'Hamlet, car le fardeau est lourd, le repousser ou le rejeter et avouer ainsi que son âme n'est pas à la hauteur de la tâche exigée d'elle.

Je dis à ceux qui ne se rendent pas encore bien compte de la place importante que le Canada occupe aujourd'hui et de ce que l'on attend de lui à titre de nation qu'ils feraient bien de méditer, en les appliquant à notre pays, les sages et profondes paroles que Polonius adresse à son fils Laërte quand celui-ci quitte le foyer paternel :

Ma bénédiction t'accompagne!

Et grave en ton esprit ces quelques bons préceptes.

Né parle point plutôt que livrer ta pensée

Et n'agis point avant de l'avoir bien mûrie

Sois facile d'accès, mais sans te prodiguer.

Les amis que tu fais, les ayant éprouvés,

Fixe-les à ton cœur par des cercles d'airain.

Ne blase pas ta main à force d'accueillir

Tout camarade à peine éclos de quelques heures.

Réfléchis bien avant que de prendre querelle,

Mais, quand c'est fait, comporte-toi d'une façon

Qui donne à réfléchir alors à l'adversaire.

Écoute tout le monde et parle à peu de gens:

Prends l'avis de chacun, mais réserve le tien.

.....

.....

.....

Ne sois point emprunteur ni prêteur, car

souvent

Tu perds ton prêt et ton ami et d'emprunter

Finit par émousser le sens du bon ménage.

Note surtout ceci: sois franc avec toi-même;

Il suit, comme la nuit le jour, que tu ne peux

Dès lors te montrer faux avec personne.

M. T. C. DOUGLAS (Weyburn): Monsieur l'Orateur, en prenant la parole pour appuyer l'amendement proposé par l'honorable député de Vancouver-Nord (M. MacNeil) et par mon voisin, l'honorable député de Rose-town-Biggan (M. Coldwell), je tiens d'abord à réfuter certaines assertions faites par de précédents orateurs au cours de ce débat.

Puis-je en premier lieu dire quelques mots au sujet de l'amendement. Plusieurs honorables députés ont essayé de l'interpréter de façon à y voir un motif raisonnable de voter contre, alléguant qu'un vote en faveur de l'amendement revenait à voter pour le socialisme et à admettre la doctrine de la Fédération du Commonwealth coopératif. Le premier à faire connaître ce point de vue fut le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie), et d'autres se sont ralliés à cette interprétation. Si donner de l'emploi aux gens, les secourir lorsqu'ils ne travaillent pas sans qu'il y ait faute de leur part, prendre soin des

[Le très hon. Mackenzie King.]

vieillards, des veuves et des orphelins et donner l'aide médicale et l'hospitalisation à des indigents, si, dans la pensée du ministre de la Défense nationale, toutes ces œuvres participent des principes de la Fédération du Commonwealth coopératif, je n'y vois aucune matière à objection. Mais tel n'est pas l'objet de l'amendement. Deux choses y sont clairement exprimées; la première est que ce groupe s'oppose à l'accroissement des dépenses pour des fins militaires.

Permettez-moi de dire au premier ministre (M. Mackenzie King) que nous ne sommes pas ici comme un groupe de jeunes écoliers pour répondre oui à toutes les questions académiques qu'il soulève; je parle au nom de mes collègues et en mon propre nom lorsque je dis de la façon la plus catégorique que nous sommes opposés au relèvement de ces crédits. En second lieu, l'amendement dit que non seulement nous nous opposons aux crédits, mais que nous le faisons surtout à cause de l'absence de sécurité économique que l'on constate dans tout le pays. Nous affirmons que nous croyons que le pain est plus important que les balles, que les habitations valent mieux que les avions et qu'il importe plus de donner au peuple les moyens de se procurer le bien-être physique que d'instituer une clique militaire au pays. Lorsque le ministre de la Défense nationale essaie de faire croire que notre attitude revient à demander la reconnaissance du socialisme, je me permettrai de lui dire que bien des gens dans tout le Canada ont exactement adopté notre point de vue et qu'ils ne peuvent être pour cela considérés comme des socialistes.

Le premier ministre a lu un compte rendu de la presse à propos d'un interview de M. Lloyd George à la Jamaïque; mais permettez-moi de faire remarquer qu'il ne l'a pas tout lu. Il se peut qu'il ait eu des motifs personnels de ne pas le faire. Je me fais un plaisir de lire le reste qui est ainsi conçu:

Le vieux chef libéral anglais parlait avec amertume de l'énorme somme que la mère patrie affectait au réarmement alors que nous trouvions très difficile d'obtenir quelques millions pour secourir les malheureux des légions plonquées dans la misère. Avec une très faible partie de cette somme nous aurions pu réaliser un progrès incroyable dans l'Empire; mais non, tout cet argent doit être sacrifié aux profiteurs de la guerre.

Telle est la partie de la déclaration faite par M. Lloyd George que le premier ministre n'a pas jugé bon de nous lire. Puis-je faire observer que nous avons au Canada d'autres gens qui pensent comme nous à cet égard. Le conseil municipal de Montréal ne pourrait pas du tout être regardé comme un organisme socialiste, tant s'en faut. Et cependant j'ai devant moi le rapport de la